

LE TEMPS

crise de la dette Mercredi 2 novembre 2011

L'euro piégé par l'appel au peuple grec

Par Pierre-Alexandre Sallier

Le premier ministre grec annonce un référendum surprise sur le sauvetage négocié jeudi dernier. Un «non» des Grecs replongerait la zone euro dans la crise. Face à ce risque, les places financières sont en ébullition

Depuis des mois la communauté financière regarde avec un brin de condescendance chaque sommet réuni à Bruxelles, brocardant «l'absence de leadership» en Europe. Sans toujours saisir ce qu'aurait véritablement signifié l'absence totale d'unité dans une union monétaire constituée de dix-sept Etats souverains.

Lundi soir, la décision surprise du premier ministre grec lui en a donné une première idée. Affaibli au sein de son propre camp, Georges Papandréou décide de jouer son va-tout, dévoilant son projet de convoquer un référendum – probablement début 2012 – sur le plan de sauvetage obtenu jeudi après une nuit de négociation. Cette annonce a fait l'effet d'une bombe. Les prêteurs des Etats européens réalisent soudain que le plan dévoilé le 27 octobre – notamment les 230 milliards d'euros d'aide en faveur de la Grèce, dont 100 milliards sous forme de renonciation de créance – vacille déjà.

Leur raisonnement? Si le peuple grec dit «non» au nettoyage des finances publiques, Athènes se verra privée des perfusions fournies par le Fonds de stabilité européen et le FMI; très vite dans l'incapacité de rembourser ses emprunts. La Banque centrale européenne, qui accepte ces emprunts grecs en caution tant qu'ils valent encore quelque chose, couperait alors la ligne de vie lancée depuis des mois au système bancaire grec. Ce dernier ferait faillite, comme les caisses de retraite. «La seule issue pour la Grèce serait alors une sortie de l'euro», dessine Agnès Benassy-Quéré, directrice du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) à Paris. Une sortie de l'euro qui forcerait à l'adoption d'une nouvelle drachme rapidement dévaluée et ouvrant la voix à une inflation galopante. Avec le risque de contagion aux autres pays en difficulté. Voire d'implosion de toute la zone monétaire. Fantôme? Dès hier, l'agence de notation Fitch a prévenu qu'un «non» des Grecs à un tel référendum – encore hypothétique – aurait «de graves conséquences sur la viabilité de la zone euro». Un risque qui «rend plus nécessaire le type de plan de sauvetage adopté la semaine dernière», veut croire de son côté Agnès Benassy-Quéré.

Le pari de Georges Papandréou semble mener ses concitoyens au bord du gouffre. Pour «leur donner le choix: un plan d'austérité européen dur mais compréhensif ou le chaos total», décrit Jan Poser, économiste au sein de la banque bâloise Sarasin. Ce quitte ou double permettrait de comprendre pourquoi le premier ministre grec a, selon l'AFP, affirmé à la chancelière Merkel, hier au téléphone, qu'un tel référendum pouvait «renforcer le pays dans la zone euro et sur le plan international».

Ses partenaires en doutent, furieux d'avoir été pris à revers. Le premier ministre belge Yves Leterme n'a-t-il pas indiqué qu'Athènes n'a parlé «ni avant, ni pendant, ni après le sommet» d'un tel référendum? «Le geste des Grecs est irrationnel et de leur point de vue dangereux» confie au Monde un proche de la présidence française.

La stupeur passée, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont déclarés dans l'après-midi «déterminés»

à faire appliquer un plan de sauvetage datant de moins d'une semaine. Ils ont convenu de se retrouver mercredi après-midi à Cannes, d'abord avec le FMI et l'Union européenne, puis avec Georges Papandréou, convoqué à un dîner de travail. Le sommet du G20, qui ouvre jeudi sur la Croisette, devait être l'occasion pour l'Europe d'obtenir le soutien des grandes puissances, Chine en tête. «De tels événements politiques grecs apparaissent déjà incontrôlables pour Bruxelles, ceci n'incitera guère les pays étrangers à appuyer le plan de sauvetage», estime Stuart Thomson, chef économiste au sein d'Ignis Asset Management à Glasgow.

«Le deuxième plan de sauvetage européen annoncé la semaine dernière est mort», tranche ce dernier. Cette remarque résume la panique qui s'est emparée des milieux financiers, mardi. Celle-ci a d'abord touché les institutions prêtant aux Etats européens. Les taux d'intérêt implicites exigés sur les prêts à dix ans à la République hellénique ont approché 25%. Plus inquiétant, l'écart entre les taux exigés sur les emprunts de l'Etat italien - 6,3% sur ceux à dix ans - et les conditions imposées à l'Allemagne atteint un niveau record. Principales détentrices des emprunts obligataires des Etats européens, les grandes banques se sont effondrées en bourse. Le cours de Société Générale a plongé de 16% sur la journée, les titres d'UniCredit, de BNP Paribas ou de Commerzbank perdant 10% ou plus de leur valeur. Pour l'instant, les banques créancières d'Athènes s'en tiennent encore à l'accord donné jeudi à Bruxelles quant à l'effacement de la moitié de leurs prêts, assure l'IFF, groupement les représentant.

La panique a gagné les investisseurs pouvant pâtir des conséquences d'une déstabilisation de l'économie européenne. L'ensemble des places boursières est parti en vrille, Paris plongeant de 5,4% mardi, tandis que Milan dévissait de 6,8% et Francfort de 5%. La chute de l'euro - qui s'est déprécié de 1,5% face au dollar - résonnait en écho à la phrase lancée hier par un courtier: «C'est de nouveau le foutoir.» Le type de jugement auquel le sommet de jeudi devait précisément mettre un terme.

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA